

Le Parti socialiste met noir sur blanc sa réponse au manifeste Blair-Schröder

Avant le congrès de l'Internationale socialiste prévu en novembre à Paris, les dirigeants du PS ont adopté un texte préparant le discours qu'y fera Lionel Jospin

NULLE PART, les noms de Tony Blair et de Gerhard Schröder ne sont cités. Il n'est pas davantage question du manifeste « social-libéral » que les deux chefs de gouvernement ont présenté ensemble, le 8 juin, quelques jours avant des élections européennes où les socialistes européens étaient supposés se présenter unis. Pourtant, le texte de dix-sept pages adopté, mardi 5 octobre, par le bureau national du Parti socialiste, prend l'allure d'une réplique au manifeste Blair-Schröder. Au même titre que ce texte, cette contribution du PS au congrès de l'Internationale socialiste (IS), du 8 au 10 novembre à Paris, sera examinée, le 17 octobre, par le présidium de l'IS, auquel devraient participer Lionel Jospin et François Hollande. L'exercice consistera à préparer le document unique d'orientation générale qui sera soumis aux délégués. Président sortant de l'IS, Pierre Mauroy a déjà fait savoir qu'il ne se représentera pas.

Ce « contre-manifeste » a fait l'objet d'une démarche en trois temps. La trame a été élaborée par trois secrétaires nationaux, le rocardien Alain Bergounioux, chargé de la communication, le jospiniste Pierre Guidoni, responsable du secteur international, et le fabiusien Henri Weber, chargé de la formation, déjà auteur d'un « cahier formation » sur le thème « qu'est-ce qu'être socialiste au XXI^e siècle ? ». Un groupe de travail constitué par M. Hollande, Pierre Moscovic, ministre délégué aux affaires européennes, Alain Claeys, secrétaire national, et Aquilino Morelle, « plume » de M. Jospin, a apporté des corrections. Revu par le premier ministre, le texte a ensuite été soumis, mardi, au bureau

national, qui a procédé à des modifications de forme. Le titre, « Vers un monde plus humain », a été supprimé, ainsi que la citation de Paul Valéry, que Laurent Fabius a suggéré de remplacer par Jean Jaurès. M. Mauroy, Louis Mermaz et Jean-Luc Mélenchon ont souhaité que la critique du capitalisme soit durcie. Une version corrigée sera donc présentée au conseil national qui se réunira, le 9 octobre, en présence de M. Jospin.

UNE MODERNITÉ « MAÎTRISÉE »

D'emblée le « contre-manifeste » rappelle que les partis de l'IS ont « combattu le capitalisme », « dénoncé fermement le communisme dans sa forme totalitaire » et contribué à « civiliser l'économie de marché ». Pour « bâtir une société plus juste et plus humaine », il s'agit de « montrer le lien entre les fins et les moyens » et de faire le point sur « notre rapport avec le capitalisme ». Face à l'économie de marché, « une incomparable source de richesses » mais aussi « injuste et souvent irrationnelle », et aux « impasses de l'économie administrée », il juge « nécessaire et possible de réguler le capitalisme », avant de défendre, face à la « troisième voie » de M. Blair, l'héritage de la social-démocratie dont la « réussite a été de coordonner, par la loi et par la négociation, et en faisant une part plus ou moins grande au secteur public, l'action des principaux acteurs d'une société qu'elle voulait solidaire ».

Toujours à l'intention de M. Blair, le PS affirme que « la modernité n'est pas séparable » de « la fidélité à nos valeurs », en prônant une modernité « porteuse de progrès », « maîtrisée », « complète » – économique, mais aussi politique, sociale,

culturelle, sociétale – et « partagée » afin d'être « le bien commun de tous, non le privilège de quelques-uns ». Le socialisme étant présenté comme « une théorie de la citoyenneté », le PS réaffirme « le primat de la démocratie » sur le marché. « Une société humaine est une société dont les valeurs ne sont pas soumises à la seule logique du profit », souligne le texte en reprenant encore la formule de M. Jospin « "oui" à l'économie de marché et "non" à la société de marché ». Le registre jospiniste est abondamment utilisé, avec « la recherche du plein-emploi », le refus d'une flexibilité qui se traduirait par « une généralisation de la précarité », le projet de « société solidaire » symbolisée par la protection sociale.

Jospinisme et blairisme se heurtent encore dans le refus du PS d'« opposer l'universalisme à la sélectivité dans les allocations sociales ». Si le PS accepte, comme M. Blair, l'importance de « l'investissement social » dans l'éducation et la formation, il souligne qu'il ne doit pas être mis en œuvre au détriment des politiques de redistribution. Favorable à une « société de bien-être », fondée sur « une nouvelle alliance » entre classes moyennes, classes populaires et exclus, le PS se dit attaché à « la pertinence globale » du « keynésianisme » et à un Etat qui « doit continuer à exercer une fonction régulatrice ». « Plus le monde se globalise, plus il a besoin de règles », redit-il en voulant étendre cette régulation internationale à de nouveaux champs, comme l'environnement ou le système financier international.

Michel Noblecourt

u. Diptika
 για ευαγγελιστή. Κατ'εξουσίαν
 για το σουβίτσο και
 Αιέδουοι
 8/10